

BULLETIN DES LOIS
DU
ROYAUME DE WESTPHALIE.

Nº 28.

Gesetz-Bulletin
des
Königreichs Westphalen.

Nº 28.

Tome II. An 1810.

1

BULLETIN DES LOIS.

N^o 28.

(N^o 89.) DÉCRET ROYAL du 4 août 1810,
relatif à l'établissement d'une chambre des
comptes pour le Royaume.

JÉRÔME NAPOLÉON, PAR LA GRÂCE DE
DIEU ET LES CONSTITUTIONS, ROI DE WEST-
PHALIE, PRINCE FRANÇAIS, etc.

Voulant compléter le système de la comptabi-
lité établi dans l'administration de notre Royau-
me, et former un point central pour la reddi-
tion, l'examen, et le jugement des comptes, et
la décharge définitive des comptables.

Sur le rapport de Notre Ministre des Finan-
ces, du Commerce et du Trésor;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

R É G L E M E N T

Portant établissement d'une chambre des
comptes, à Cassel.

T I T R E I^{er}

Attributions de la chambre des comptes.

Art. I^{er} Il sera établi à Cassel une chambre
des comptes chargée de recevoir, de vérifier,
d'examiner et de juger les comptes tenus par

Gesetz-Bulletin.

N^o 28.

(N^{ro}. 89.) Königl. Decret vom 4ten August
1810, die Errichtung einer Oberrechnungskammer
für das Königreich betreffend.

Wir Hieronymus Napoleon, von Gottes
Gnaden und durch die Constitutionen König von
Westphalen, französischer Prinz &c. &c.

haben,

da wir das System der bey Verwaltung unseres
Königreichs eingeführten Rechnungsführung vervoll-
ständigen und einen Centralpunct für die Ablegung,
Untersuchung und Beurtheilung der öffentlichen Rech-
nungen und für die definitive Decharge der Rech-
nungsbeamten bilden wollen;

auf den Bericht Unseres Ministers der Finanzen,
des Handels und des Schatzes
nach Anhörung Unseres Staatsraths;
verordnet und verordnen, wie folgt:

R e g l e m e n t
über die Errichtung einer Oberrechnungs-
kammer zu Cassel.

E r s t e r T i t e l.

Attributionen der Oberrechnungskammer.

Art. I. Zur Annahme, Durchlegung, Untersuchung
und Beurtheilung der Rechnungen aller im nachfol-
genden Artikel benannten öffentlichen Rechnungsbeam-

tous les comptables de deniers publics, mentionnés à l'article suivant, et d'en fournir décharge définitive.

Art. 2. Sont soumis au jugement de la chambre des comptes, les comptes

1° Des receveurs d'arrondissement et des receveurs-généraux, pour les contributions directes et indirectes, et autres sommes qui perçoivent pour le compte du trésor public;

2° des percepteurs et receveurs des domaines et du produit des forêts;

3° des caissiers des établissemens des mines, salines et usines, et des caisses centrales de ces établissemens;

4° des directeurs des monnaies;

5° des directeurs, expéditeurs et du caissier-général des postes;

6° des receveurs de la contribution personnelle et autres deniers versés à la caisse d'amortissement;

7° Des receveurs des communes dont le budget excède 10,000 francs;

Il sera pourvu par un décret particulier à la vérification des comptes des communes, dont le budget n'excède pas 10,000 francs;

8° Des préposés aux établissemens de bienfaisance, des caisses des veuves, des sociétés d'assurance, et de tous les autres établissemens publics astreints par leur fondation à rendre leurs comptes au Gouvernement;

9° Du caissier-général et du payeur-général du trésor public, et du payeur-général de la guerre.

Art. 3. Il ne pourra être donné main-levée d'aucun cautionnement, hypothèque ou autre acte obligatoire d'un desdits comptables, servant de garantie aux deniers publics, qu'en

ten und zu Ertheilung der endlichen Decharge für dieselben soll zu Cassel eine Oberrechnungskammer errichtet werden.

Art. 2. Der Revision dieser Oberrechnungskammer sind unterworfen die Rechnungen

1) der Kreis- und General-Receiver für die directen und indirecten Steuern, und für alle andere Gelder, welche sie für Rechnung des öffentlichen Schatzes erheben;

2) der Erheber und Einnahmer der Domainen und des Ertrags der Forsten;

3) der Kassirer der Berg- Salz- und Hüttenwerke und der Centralkassen dieser Etablissements;

4) der Directoren der Münze;

5) der Postdirectoren, der Postverwalter und des General-Kassiers der Posten;

6) der Erheber der Personalsteuer und anderer Gelder, welche in die Amortisationskasse fließen;

7) der Erheber solcher Commünen, deren Budget 10,000 Franken übersteigt. Die Verifikation der Rechnungen solcher Commünen, deren Budget nicht 10,000 Franken übersteigt, soll durch ein besonderes Decret festgesetzt werden;

8) der Vorsteher der Wohlthätigkeits-Anstalten, der Witwenkassen, der Brandversicherungs-Societäten und aller andern öffentlichen Anstalten, welche kraft ihrer Foundationen dem Gouvernement Rechnung abzulegen gehalten sind;

9) des General-Kassiers und General-Zahlmeisters des öffentlichen Schatzes und des General-Kriegs-Zahlmeisters.

Art. 3. Es soll keine Auflassung einer Caution, Hypothek oder anderen verbindlichen Acts eines der betheiligten Rechnungsbeamten, welche zur Garantie der öffentlichen Gelder dienen, anders als kraft einer Entscheidung unserer Ober-Rechnungs-Kammer,

vertu d'une décision de notre chambre des comptes, signée dans la forme prescrite par l'article 32 ci-après.

Art. 4. Les Ministres communiqueront à la chambre des comptes, pour son information, les décrets, décisions, arrêtés ministériels, budgets, circulaires et autres actes de ce genre qui concernent l'administration des deniers publics et la reddition des comptes.

Art. 5. La chambre des comptes est indépendante de toutes les autres administrations du Royaume, pour ce qui regarde l'exercice de ses fonctions mentionnées dans le présent décret.

Le président, en nous rendant compte une fois par an des travaux de la chambre, en conformité de l'article 45, nous présentera dans un conseil d'administration, ses observations sur les moyens d'améliorer la comptabilité dans toutes ses parties.

TITRE II.

Organisation intérieure de la Chambre.

Art. 6. La chambre des comptes sera composée d'un président, de six maîtres des comptes (*Rechnungsräthe*), de douze référendaires, dont quatre de première et huit de seconde classe, et d'un greffier.

Art. 7. Il pourra y avoir des auditeurs du Conseil d'Etat attachés au service de la chambre des comptes.

Art. 8. La chambre s'assemblera régulièrement une fois par semaine pour prononcer sur les rapports des maîtres des comptes, sur la décharge définitive des comptables: ou sur les sommes qui restent à leur charge.

Les maîtres des comptes y auront voix délibérative. Le président aura voix prépondérante

welche in der im Artikel 32 vorgeschriebene Form unterzeichnet worden, ertheilt werden.

Art. 4. Die Minister sollen der Oberrechnungskammer zu ihrer Nachricht die Decrete, Entscheidungen, Ministerial-Arretees, Budgets, Circulare und andere Acten dieser Art, welche die Verwaltung der öffentlichen Gelder und die Rechnungs-Ablegung betreffen, mittheilen.

Art. 5. In dem, was die Ausübung ihrer in dem gegenwärtigen Decret erwähnten Functionen betrifft, ist die Ober-Rechnungskammer unabhängig von allen andern Administrationen des Königreichs.

Der Präsident soll bei Gelegenheit der im 45sten Artikel ihm aufgegebenen jährlichen Berichterstattung über die Arbeit der Ober-Rechnungskammer, Uns die Bemerkungen derselben über die Mittel zur Verbesserung des Rechnungswesens in allen seinen Theilen in einem Administrations-Conseil vorlegen.

Zweiter Titel.

Innere Organisation der Kammer.

Art. 6. Die Ober-Rechnungskammer soll bestehen, aus einem Präsidenten, sechs Rechnungs-Räthen, zwölf Referendarien, wovon 4 von der ersten und 8 von der zweiten Classe seyn sollen, und einem Greffier.

Art. 7. Es sollen Staatsraths-Auditeurs zu dem Dienst der Ober-Rechnungskammer derselben beigegeben werden können.

Art. 8. Die Kammer soll sich regelmäßig einmal in der Woche versammeln, um auf die Relationen der Rechnungs-Räthe über die definitive Discharge der Rechnungsbeamten, oder über die Summen, welche ihnen zur Last bleiben, abzusprechen.

Die Rechnungs-Räthe sollen in diesen Versammlungen entscheidende Stimme haben. Sind die Stimmen getheilt, so soll die Stimme des Präsidenten das

en cas de partage. La chambre ne pourra juger qu'au nombre de cinq membres au moins. Des référendaires pourront, sur l'invitation du président, assister aux assemblées générales. Ils y auront voix consultative.

Art. 9. Hors les assemblées générales, la chambre se formera en deux bureaux ou sections, entre lesquelles le travail sera partagé, ainsi qu'il sera réglé par un décret particulier.

Art. 10. Chaque section sera composée de trois maîtres des comptes, et de six référendaires.

Le président assignera à chaque maître des comptes le département dont il devra diriger le travail.

Cette distribution pourra être changée tous les ans. Il sera de même loisible au président de nommer deux maîtres des comptes pour examiner successivement la comptabilité du même comptable. Ce procédé sera nécessairement observé pour les comptes des caisses générales du trésor public et de la caisse d'amortissement.

Art. 11. Les sections sont chargées de l'examen et de l'instruction de tous les comptes qui sont de leur ressort.

Elles pourront, s'il y a lieu, entendre les comptables ou leurs fondés de pouvoirs, sur l'instruction des comptes.

A cet effet, les comptables pourront être sommes par le président, sur l'avis de la chambre, de se rendre en personne pour donner les explications nécessaires.

La correspondance sera préparée par la section et remise au président qui, s'il l'approuve, la fera expédier sous sa signature.

Uebergewicht haben. Die Kammer soll nur urtheilen können, wenn wenigstens fünf stimmende Mitglieber anwesend sind. Es sollen Referendarien, wenn sie dazu von dem Präsidenten berufen werden, den allgemeinen Versammlungen beiwohnen können, und in demselben eine Consultativstimme haben.

Art. 9. Außerhalb der allgemeinen Versammlungen soll die Kammer sich in zwei Büreaux oder Sectionen bilden, und unter diesen die Arbeit so vertheilt werden, wie es ein besonders Decret vorschreiben wird.

Art. 10. Jede Section soll aus drei Rechnungs-Räthen und sechs Referendarien bestehn.

Der Präsident soll jedem Rechnungsrath den Geschäftszweig anweisen, für welchen er die Arbeit dirigiren soll.

Diese Vertheilung soll alle Jahr abgeändert werden können. Es soll ebenmäßig dem Präsidenten freistehn, zwei Rechnungs-Räthe zu ernennen, um nach einander die Rechnungen eines und desselben Rechnungs-Beamten zu untersuchen. Dieses Verfahren wird hierdurch ausdrücklich für die Rechnungen der allgemeinen Kassen des öffentlichen Schatzes und der Amortisationskasse vorgeschrieben.

Art. 11. Die Sectionen sollen mit Untersuchung und Instruction aller zu ihren Ressort gehörenden Rechnungen beauftragt seyn.

Sie sollen nöthigenfalls die Rechnungsbeamten oder deren Bevollmächtigte über die Instruction ihrer Rechnungen anhören können.

Zu diesem Ende sollen die Rechnungsbeamten von dem Präsidenten mit Zustimmung der Kammer aufgefordert werden können, sich in Person einzufinden, um die nöthigen Erläuterungen zu geben.

Die Correspondenz soll durch die Section vorbereitet und dem Präsidenten zugestellt werden, der, wenn er sie genehmiget, sie unter seiner Unterschrift ausfertigen läßt.

Nul membre de la chambre des comptes ne pourra correspondre individuellement, soit avec les autorités, soit avec les comptables, sur les objets relatifs à la révision des comptes.

Art. 12. Un greffier sera chargé de l'enregistrement des comptes déposés par les comptables, ainsi que des actes mentionnés article 4; des expéditions des jugemens et autres actes dressés au nom de la chambre, et de la garde des archives.

Il assistera aux assemblées générales, et y tiendra la plume.

TITRE III.

Personnel.

Art. 13. Le président, les maîtres des comptes, les référendaires et le greffier seront nommés par nous, et recevront,

- 1° Le président, un traitement annuel de 18,000 fr.
- 2° Les maîtres des comptes 8,000
- 3° Les référendaires de 1^{ère} classe . 4,000
- Ceux de 2^e classe 3,000
- 4° Le greffier 5,000

Art. 14. Nul ne pourra être nommé maître des comptes qu'il n'ait atteint l'âge de trente ans accomplis.

Les référendaires, avant d'être nommés à leurs places, devront être âgés de plus de vingt-cinq ans. Ils ne pourront à l'avenir être de la première classe, avant d'avoir été dans la seconde au moins pendant deux ans.

Art. 15. L'ordre des nominations dans chaque classe, établira le rang entre les référendaires.

Art. 16. Les maîtres des comptes et les référendaires exerceront leurs fonctions pendant

Rein einzelnes Mitglied der Ober-Rechnungs-Kammer soll mit den Autoritäten oder mit den Rechnungsbeamten über Gegenstände welche die Revision der Rechnungen betreffen, korrespondiren können.

Art. 12. Ein Greffier soll beauftragt seyn, die von den Rechnungs-Beamten eingereichten Rechnungen, so wie die im 4ten Artikel bezeichneten Actenstücke zu registriren, die Entscheidungen und übrigen Verfügungen der Kammer auszufertigen und das Archiv in Ordnung zu halten.

Er soll den allgemeinen Versammlungen beiwohnen und in selbigen die Feder führen.

Dritter Titel.

Personal.

Art. 13. Der Präsident, die Rechnungs-Räthe, die Referendarien und der Greffier sollen von Uns ernannt werden und erhalten:

- 1) der Präsident ein Jahrgehalt von 18000 Fr.
- 2) die Rechnungs-Räthe 8,000 "
- 3) die Referendarien der ersten Classe. 4,000 "
- der zweiten Classe. 3,000 "
- 4) der Greffier 5,000 "

Art. 14. Niemand soll zum Rechnungs-Rath ernannt werden können, bevor er volle 30 Jahr alt ist.

Die Referendarien sollen, bevor sie zu ihren Stellen ernannt werden, mehr als 25 Jahr alt seyn. In Zukunft sollen sie nicht ehe zur ersten Classe befördert werden, bis sie wenigstens zwei Jahr in der zweiten Classe gewesen sind.

Art. 15. Das Dienstalter in jeder Classe soll ihren Rang unter einander bestimmen.

Art. 16. Die Rechnungs-räthe und Referendarien, sollen ihr Amt fünf Jahre lang verwalten; nach

cinq ans; après ce tems ils recevront des brevets à vie, si, après cette épreuve, nous jugeons qu'ils aient répondu à nos espérances.

TITRE IV.

Mode de procéder à la Vérification des comptes, et à la décharge des Comptables.

Art. 17. Nul compte, de quelque nature qu'il soit, ne pourra être présenté à la chambre des comptes, pour y admettre le comptable à sa décharge définitive, si ce compte n'a passé à la révision préalable de l'administration sous laquelle le comptable est immédiatement placé; celle-ci le transmettra immédiatement à la chambre des comptes.

Art. 18. Pour cet effet, les comptes des receveurs élémentaires seront présentés par ceux-ci à l'administration centrale, sous les ordres de laquelle le comptable se trouve immédiatement placé.

Art. 19. La disposition de l'article précédent sera appliquée, de la manière suivante, aux différentes branches de l'administration publique:

1° Les comptes annuels des receveurs d'arrondissement, pour les contributions directes et indirectes et autres sommes qu'ils perçoivent pour le compte du trésor, seront présentés aux directeurs placés dans chaque département;

2° Les comptes des receveurs des domaines, tant pour le produit des domaines que pour celui des forêts, aux directeurs des domaines;

3° Les comptes des établissemens des mines, usines et salines, au bureau de comptabilité centrale de chaque division;

Ablauf dieser Zeit sollen sie ihre Bestallung auf Lebenslang erhalten, falls Wir nach dieser bestandenen Probe finden werden, daß sie Unserer Erwartung entsprechen haben.

Vierter Titel.

Verfahren in Hinsicht der Verifikation der Rechnungen und der Decharge der Rechnungs-Beamten.

Art. 17. Keine Rechnung, von welcher Art sie auch sey, soll ehe der Ober-Rechnungs-Kammer Vorhuf der definitiven Decharge des Rechnungs-Beamten vorgelegt werden, ehe sie der vorläufigen Revision der dem Rechnungs-Beamten zunächst vorgesetzten Administration unterworfen worden. Diese soll sie unmittelbar an die Ober-Rechnungs-Kammer einsenden.

Art. 18. Zu diesem Ende sollen die Rechnungen der Elementar-Erheber durch diese der Central-Verwaltung eingereicht werden, deren Befehlen der Rechnungs-Beamte unmittelbar untergeordnet ist.

Art. 19. Die Bestimmung des 17ten Artikels soll auf folgende Weise auf die verschiedenen Zweige der öffentlichen Verwaltung angewandt werden.

1) die jährlichen Rechnungen der Kreis-Einnehmer für die directen und indirecten Steuern und andre Gelder, welche sie für Rechnung des öffentlichen Schatzes erheben, sollen den in jedem Departement angeordneten Directoren eingereicht werden;

2) die Rechnungen der Domainen-Einnehmer, sowohl für die Aufkünfte aus den Domainen als für die aus den Forsten, den Domainen-Directoren;

3) die Rechnungen der Berg-, Salz und Hüttenwerke, dem Central-Rechnungsbureau einer jeden Division;

4° Les comptes des caisses centrales des mines et ceux des monnaies, à la direction-générale des mines et usines;

5° Les comptes des bureaux des postes du Royaume et ceux de la caisse générale, à la direction-générale des postes;

6° Les comptes des receveurs et de la caisse-générale de la caisse d'amortissement, à la direction-générale de cette caisse;

7° Les comptes annuels des communes, au sous-préfet ou au préfet;

8° Les comptes des établissemens de bienfaisance, caisses d'assurance et autres qui sont astreints, par leur fondation, à présenter leurs comptes au Gouvernement, au préfet de chaque département dans lequel la caisse principale est située;

9° Les comptes des receveurs-généraux, à l'administration-générale du trésor public;

10° Les comptes du caissier et du payeur-général du trésor public, ainsi que ceux du payeur-général de la guerre, à la direction-générale du trésor.

Art. 20. Les comptes annuels des receveurs élémentaires seront clos et remis aux autorités indiquées par les articles précédens, aussitôt après la fin de l'année, ou au plus tard le 15 février de l'année suivante.

Ces comptes seront vérifiés sans délai par les dites administrations, et il en sera dressé procès-verbal énonçant toutes les erreurs, omissions, faux ou doubles emplois, ainsi que toutes les sommes dont les comptables n'auraient point justifié et qui resteront à leur charge. Ce procès-verbal sera signé par les dites administrations.

4) die Rechnungen der Central-Kassen der Bergwerke und die der Münze, der General-Direction des Berg- und Hüttenwesens;

5) die Rechnungen der Postbüreaus des Reichs und der General-Post-Kasse, der General-Direction der Posten;

6) die Rechnungen der Erheber und der General-Kasse der Amortisations-Kasse, der General-Administration dieser Kasse;

7) die jährlichen Rechnungen der Commünen dem Unterpräfekten oder Präfekten;

8) die Rechnungen der Wohlthätigkeits-Anstalten, der Assurance-Kassen und andere, welche, durch ihre Foundation gehalten sind, dem Gouvernement ihre Rechnungen abzulegen, dem Präfect desjenigen Departements in welchem die Hauptkasse gelegen ist;

9) die Rechnungen der General-Receveur, der General-Administration des öffentlichen Schatzes;

10) die Rechnungen des General-Kassiers und General-Zahlmeisters des öffentlichen Schatzes, so wie die des General-Kriegs-Zahlmeisters, der General-Direction des öffentlichen Schatzes.

Art. 20. Die jährlichen Rechnungen der Elementar-Erheber sollen gleich nach Endigung des Jahrs abgeschlossen, und spätestens den 15ten Februar des folgenden Jahrs, den in den vorhergehenden Artikeln angezeigten Autoritäten eingereicht werden.

Diese Rechnungen sollen ohne Aufschub von besagten Administrationen verificirt, und darüber ein Protocoll abgefaßt werden, welches alle Irrthümer, Auslassungen, falsche oder doppelte Ansätze, so wie alle die Summen enthält, worüber der Rechnungs-Beamte Justification beigebracht hat, und welche ihm zur Last bleiben. Dieses Protocoll soll von besagter Administration unterzeichnet werden.

Les comptes qui se rendent par trimestre, continueront à être remis aux préposés dans les termes jusqu'à présent fixés.

Art. 21. Dans le cas où les comptes n'auraient pas la forme prescrite par les réglemens, l'administration pourra renvoyer de suite les comptes au comptable pour rectifier ses erreurs.

Art. 22. Les procès-verbaux dressés en conformité des dispositions de l'article 20, seront immédiatement transmis à la chambre des comptes, avec toutes les pièces justificatives y relatives, avant le 1^{er} avril de chaque année.

Cette transmission ne pourra être différée sous le prétexte que quelques-uns des comptes appartenant à la même administration seraient demeurés en retard.

Art. 23. Les comptes annuels des comptables versant immédiatement au trésor public, seront clos et remis aux autorités indiquées par l'article 19, au plus tard le 1^{er} avril de l'année suivante.

Art. 24. Le receveur et le payeur-général du trésor public, et les payeurs de la guerre, ne seront tenus de présenter leurs comptes annuels, qu'au 1^{er} juillet de l'année suivante.

La vérification de ces comptes par la direction du trésor et leur transmission à la chambre des comptes, se feront dans le délai de trois mois.

Art. 25. Tout comptable qui ne remettra pas, dans le délai fixé, son compte à l'autorité destinée à le recevoir, sera puni d'une amende de deux fr. par jour; cette amende sera doublée

Die Rechnungen, welche Vierteljährig abgelegt werden, sollen auch in Zukunft den angeordneten Behörden in den bisher bestimmten Fristen eingereicht werden.

Art. 21. Im Fall die Rechnungen nicht in der verordnungsmäßigen Form abgefaßt wären, soll die Administration befugt seyn, sie sofort dem Rechnungs-Beamten, zur Verbesserung der Fehler zurückzuschicken.

Art. 22. Die in Gemäßheit des 20sten Artikels abgefaßten Protocolle, sollen sammt den Rechnungen und allen dazu gehörigen Belegen der Oberrechnungs-Kammer, vor dem 1sten April desselben Jahres eingereicht werden.

Diese Einsendung soll keinen Aufschub unter dem Vorwande leiden, daß einige der zu derselben Administration gehörige Rechnungen noch in Rückstand geblieben.

Art. 23. Die jährlichen Rechnungen derjenigen Rechnungs-Beamten welche unmittelbar an den öffentlichen Schatz einzahlen, sollen spätestens am 1sten April des nächstfolgenden Jahres abgeschlossen und den im 19ten Artikel bezeichneten Autoritäten eingereicht werden.

Art. 24. Der General-Cassirer und General-Zahlmeister des öffentlichen Schatzes und der General-Kriegs-Zahlmeister sollen nur gehalten seyn, ihre Jahresrechnung am 1sten Juli des nächstfolgenden Jahres einzureichen.

Die Verifikation dieser Rechnungen durch die General-Direction des öffentlichen Schatzes und ihre Einsendung an die Ober-Rechnungs-Kammer soll binnen eines Zeitraumes von 3 Monaten geschehen.

Art. 25. Jeder Rechnungs-Beamte, welcher seine Rechnung nicht binnen der festgesetzten Frist an die zu deren Empfang bestimmte Autorität ein-

après un retard de quinze jours, et continuera jusqu'au jour de la remise du compte. L'autorité préposée devra inscrire le jour de la présentation, sur la première page du compte; et la chambre des comptes, lors du règlement qu'elle en fera, chargera le coupable des amendes qu'il aura encourues.

Art. 26. Si, nonobstant ces amendes, le comptable en retard n'a pas présenté ses comptes dans l'espace de six semaines, à dater du jour fixé par le présent décret pour la remise, le préposé intermédiaire en rendra compte à la chambre, et celle-ci en avertira le Ministre duquel ressortit le retardataire, afin qu'il soit pourvu aux mesures nécessaires pour faire présenter le compte du comptable.

Si le retard provient du préposé intermédiaire, il en sera aussitôt donné avis au Ministre compétent.

Art. 27. Lorsqu'un compte sera présenté à la chambre, le président le fera enregistrer par le greffier avec le nombre des pièces justificatives y annexées, et le transmettra à la section et au maître des comptes compétent, en désignant le référendaire attaché à la section, et qui sera chargé de la vérification. Celui-ci procédera à la vérification pour la ligne de compte, et examinera:

1° Si le compte est dressé conformément au modèle prescrit;

sendet, soll mit einer Geldbuße von täglich 2 Franken belegt werden; diese Geldbuße soll nach einer Zögerung von 14 Tagen verdoppelt werden, und bis zum Tage wo die Rechnung eingereicht worden, fortlaufen. Die vorgesezte Behörde soll den Tag der Präsentation auf das erste Blatt der Rechnung bemerken, und die Ober-Rechnungs-Kammer soll, wenn sie die Rechnung regulirt, dem Rechnungs-Beamten die von ihm verwirkten Geldbußen zur Last setzen.

Art. 26. Sollte dieser Geldbußen ungeachtet der Rechnungs-Beamte seine Rechnungen nicht binnen sechs Wochen, von der Zeit des Ablaufs der durch gegenwärtiges Decret zur Einreichung bestimmten Frist, einreichen, so soll die ihm vorgesezte Autorität davon an die Ober-Rechnungs-Kammer berichten, und diese den Minister, unter welchem der zögernde Rechnungs-Beamte steht, davon benachrichtigen, damit die nöthigen Vorkehrungen getroffen werden, um die Einreichung der Rechnung zu bewirken.

Entsteht die Zögerung durch die ihm vorgesezte Autorität, so soll davon sogleich dem competenten Minister Nachricht gegeben werden.

Art. 27. Wenn eine Rechnung bei der Ober-Rechnungs-Kammer eingereicht worden, so soll der Präsident sie nebst der Zahl der beigefügten Belege durch den Greffier ins Journal eintragen lassen, und sie der Section und dem Rechnungs-Rath für welche sie gehört mit Bezeichnung des zu dieser Section gehörigen Referendairs, welcher die Verifikation vornehmen soll, zuschicken. Dieser soll sodann zu der Verifikation schreiten, die Rechnung durchlegen und untersuchen:

1) ob die Rechnung dem vorgeschriebenen Muster gemäß eingerichtet ist;

2° Si le cautionnement du comptable se trouve en règle;

3° Si les sommes mises à sa charge, lors de la dernière vérification du compte de l'année précédente, ont été dûment portées en recette;

4° Si le restant en caisse de l'année écoulée se trouve également porté en recette, et si ce restant correspond exactement avec le dernier état de situation fourni par l'administration;

5° Si tous les revenus quelconques dont il doit être justifié, sont perçus et portés en recette en conformité des rôles, évaluations, budgets, décrets, arrêtés et autres ordres relatifs à cet objet;

6° Si les dépenses sont justifiées et conformes aux ordres du Gouvernement et des autorités administratives qui les ont ordonnées;

7° Si les pièces justificatives, tant pour la recette que pour la dépense, ont la forme et teneur indiquées par les lois et les règlements;

8° Si la balance des recettes et des dépenses est bien établie, et si le restant en caisse de l'année se trouve conforme au dernier état de situation et à la quittance fournie par la caisse à laquelle les fonds du comptable doivent être versés.

Les observations faites sur chacun des articles ci-dessus seront rédigées en forme de procès-verbal, et signées par le référendaire qui les remettra au maître des comptes compétent.

Cette opération devra être terminée dans l'espace de six semaines au plus tard.

2) ob die Cautionsbestellung des Rechnungs-Beamten ihre Richtigkeit hat;

3) ob die bei der Verifikation der Rechnung des vorigen Jahres, ihm zur Last gebrachten Summen gebührend in Einnahme gebracht worden;

4) ob der Cassenbestand des vorigen Jahres ebenfalls in Einnahme gebracht worden, und ob dieser Bestand mit dem letzten, von der Administration eingereichten Situations-Stat genau übereinstimmt;

5) ob alle und jede Einnahmen, welche aufgeführt werden müssen, in Gemäßheit der Rollen, Ansätze, Budgets, Decrete, Arrêtes und anderer dergleichen Gegenstand betreffenden Befehle erhoben, und in Rechnung gebracht worden;

6) ob die Ausgaben gehörig mit Belegen versehen und den Befehlen des Gouvernements und der Verwaltungs-Behörden, welche sie ordonnancirt haben, gemäß sind;

7) ob die Belege sowohl für die Einnahme als Ausgabe in Form und Inhalt den Gesetzen und Verordnungen entsprechen;

8) ob die Bilanz der Einnahme und Ausgabe richtig gezogen worden, und ob der Cassen-Bestand des Jahres dem letzten Situations-Stat und der Quittung gemäß ist, welche diejenige Casse ertheilt hat, an die der Rechnungs-Beamte seine Gelder einzuliefern hat.

Die über jeden dieser Punkte gemachten Bemerkungen, sollen in Form eines Protocolls gefaßt, und von dem Referendair unterzeichnet werden, welcher sie dem competenten Rechnungs-Rath zu stellen soll.

Dieses Geschäft muß spätestens in einem Zeitraum von sechs Wochen beendigt seyn.

Art. 28. Le maître des comptes, après en avoir fait l'examen, présentera son rapport à la section qui dressera, en conséquence, à la pluralité des voix, un procès-verbal contenant l'état de situation du compte, et les observations auxquelles le comptable sera tenu de satisfaire.

Art. 29. Ce procès-verbal ainsi dressé, et toutes les pièces relatives à la vérification mentionnée aux articles 20 à 27 ci-dessus, seront de suite renvoyés au comptable avec ordre d'y répondre, article par article, dans l'espace de quatre semaines au plus tard, et de fournir dans le même délai, les pièces que la section aura jugées nécessaires pour sa justification.

Art. 30. La chambre délibérera sur la justification du comptable après le rapport qui lui en sera fait par le maître des comptes, et chargera le rapporteur de rédiger ses conclusions en forme de décision, dont la minute sera enregistrée et conservée aux archives de la chambre, signée par le président et trois maîtres des comptes, ainsi que par le référendaire chargé de l'examen de la ligne de compte.

Art. 31. Le président fera expédier cette décision qui portera, ou décharge définitive du comptable, ou injonction de satisfaire encore à ceux des articles qui ne paraîtront pas suffisamment justifiés.

Art. 32. La décharge définitive sera expédiée au nom de la chambre, et signée par le président et tous les maîtres des comptes, présents lors du rapport. Elle énoncera, en toutes lettres, la totalité de la somme de la

Art. 28. Dieser Rechnungs-Rath soll, nachdem er sie untersucht hat, seinen Vortrag darüber an die Section abstaten, welche dem gemäß, nach Mehrheit der Stimmen, ein Protocoll abfassen soll, welches den Situations-Etat der Rechnungen und die Monita enthält, welchen der Rechnungs-Beamte Genüge zu leisten hat.

Art. 29. Dieses Protocoll soll nebst allen Belegen, welche auf die im 20sten Artikel erwähnte Verification Bezug haben, sofort an den Rechnungs-Beamten gesandt werden, mit dem Befehl, auf die Monita Punct vor Punct zu antworten, und zwar längstens binnen 4 Wochen, und in eben dieser Frist, die Belege einzusenden, welche die Section für nothwendig, zu seiner Justification erkannt hat.

Art. 30. Wenn diese Justification eingereicht worden, soll die Kammer auf den ihr von dem Rechnungs-Rath gethanen Vortrag, über selbige berathschlagen, und den vortragenden Rath beauftragen, ihre Beschlüsse, in Form einer Entscheidung zu fassen, wovon das Concept einregistriert und mit Unterschrift des Präsidenten und dreier Rechnungs-Räthe, so wie des Referendairs der die Rechnung durchlegt hat, in dem Archiv der Ober-Rechnungs-Kammer aufbewahrt werden soll.

Art. 31. Der Präsident läßt diese Entscheidung ausfertigen, welche entweder die definitive Decharge des Rechnungs-Beamten oder die Auflage enthält, denjenigen Puncten ein Genüge zu leisten, welche noch nicht genug gerechtfertigt erscheinen.

Art. 32. Die definitive Decharge soll im Namen der Ober-Rechnungs-Kammer ausfertigt und von dem Präsidenten, und allen beim Vortrage anwesenden Rechnungs-Räthen unterschrieben werden. Sie soll in Buchstaben ausgeschrieben, die

recette et de la dépense dont il est justifié par le compte, ainsi que le restant en caisse, et donnera, s'il y a lieu, main-levée des cautionnements, hypothèques ou autres actes obligatoires servant de garantie aux deniers publics.

Ces décisions, ainsi que les expéditions délivrées aux comptables, ne seront pas assujetties au droit de timbre.

Art. 33. Dans le cas où il n'y aura point lieu à une décharge définitive, la décision de la chambre énoncera le terme dans lequel il doit être satisfait à toutes les injonctions. Passé ce terme, le président transmettra copie de la décision au Ministre du trésor ou au Ministre compétent qui sera tenu d'employer, contre le comptable, les moyens de contrainte voulus par les lois et décrets relatifs aux redevables en retard, à moins que la chambre elle-même, en cas de révision, ou le conseil d'état, dans le cas mentionné article 35, n'ait accordé une surséance.

Si la décision concerne un comptable de la caisse d'amortissement, elle sera transmise à la direction-générale de ladite caisse, qui sera tenue d'en surveiller l'exécution.

Lorsque le comptable aura satisfait à ses obligations et en aura informé l'administration, celle-ci en donnera avis à la chambre des comptes qui, en conséquence, expédiera la décharge définitive du comptable.

Art. 34. La chambre, nonobstant la déci-

Totalsumme der Einnahme und Ausgabe, welche durch die Rechnung nachgewiesen worden, so wie den Cassenbestand enthalten, und nach den Umständen die Auflassung der Cautionen, Hypotheken oder anderer zur Garantie der öffentlichen Gelder dienenden Acten enthalten.

Diese Entscheidungen, so wie die dem Rechnungs-Beamten zugestellten Ausfertigungen sollen Stempelfrei seyn.

Art. 33. In den Fällen, wo keine definitive Decharge kann gegeben werden, soll die Entscheidung der Kammer die Frist enthalten, binnen welcher allen Auflagen Genüge geleistet werden muß. Nach Ablauf dieser Frist, soll der Präsident eine Abschrift der Entscheidung dem Minister des Schatzes oder dem sonst competenten Minister übersenden, welcher gehalten seyn soll, gegen den Rechnungs-Beamten die Zwangsmittel zu gebrauchen, welche den Gesetzen und Decreten in Betreff der säumigen Rechnungs-Beamten gemäß sind, es wäre denn, daß die Rechnungs-Kammer selbst, im Fall eintretender Revision, oder der Staatsrath in dem Artikel 35 erwähnten Falle, einen Aufschub bewilliget hätte.

Betrifft die Entscheidung einen Rechnungs-Beamten der Amortisationscasse, so soll die Abschrift der General-Direction der besagten Casse zugesandt werden, und diese gehalten seyn, ihre Vollziehung zu besorgen.

Wenn ein Rechnungs-Beamter seinen Obliegenheiten Genüge geleistet, und davon die Administration unterrichtet haben wird, so soll diese die Ober-Rechnungs-Kammer davon benachrichtigen, welche dem gemäß, die definitive Decharge des Rechnungs-Beamten ausfertigen läßt.

Art. 34. Der ergangenen definitiven Entschei-

sion qui juge définitivement un compte, pourra procéder à sa révision, soit à la demande du comptable, soit à la réquisition du président, pour cause de pièces justificatives recouvrées depuis la décision, ou pour erreurs, omissions, faux ou doubles emplois.

Cette demande en révision ne pourra avoir lieu que pendant l'espace de cinq ans à dater de la notification de la décision.

Dans ces cas, le rapport sera fait à la chambre par un maître des comptes d'une section autre que celle qui avait été chargée du premier travail, à la suite duquel la chambre prendra une nouvelle décision.

Art. 35. Les décisions de la chambre contre les comptables seront exécutoires; et dans le cas où un comptable se croirait fondé à attaquer une décision pour violation des formes ou de la loi, il se pourvoira dans les trois mois pour tout délai, à compter de la notification du jugement, au conseil d'état, conformément à notre décret du 20 mai 1809, section II, sur les affaires contentieuses relatives à l'administration.

Le Ministre des finances et tout autre Ministre pour ce qui concernera son département, pourront nous faire, dans le même délai, leur rapport, et nous proposer le renvoi au conseil d'état de leurs demandes en cassation contre les décisions qui auraient violé les formes ou la loi.

Art. 36. Si, dans l'examen des comptes, la chambre trouve des faux ou des con-

dung über die Rechnung ungeachtet, soll die Ober-Rechnungs-Kammer noch zu einer Revision schreiben können, es sey auf Nachsuchen des Rechnungs-Beamten, oder auf Aufforderung des Präsidenten, sowohl wegen neuer seit der Entscheidung aufgefundenen Belege, als wegen Irrthum, Auslassung, Verfälschung, oder doppelter Ansetzung.

Diese Revision soll jedoch nur innerhalb fünf Jahren, von der Zeit der geschehenen Notification der Entscheidung anzurechnen, ergriffen werden können.

In diesem Falle soll der Vortrag an die Ober-Rechnungs-Kammer von einem Rechnungs-Rath einer andern, als der Section, welche die erste Arbeit gemacht hat, abgestattet, und auf selbigen von der Ober-Rechnungs-Kammer eine abermalige Entscheidung abgefaßt werden.

Art. 35. Die Entscheidungen der Ober-Rechnungs-Kammer gegen die Rechnungs-Beamten, sollen executorisch seyn, und im Fall der Beamte sich für berechtigt hielte, eine Entscheidung wegen Verletzung der Förmlichkeit oder des Gesetzes anzufechten, soll er binnen längstens 3 Monaten, von Zeit der Notification der Entscheidung an, sich an den Staatsrath in Gemäßheit unsres Decrets von 20 Mai 1809. Section II. von streitigen Angelegenheiten in Betreff der Administration, wenden können.

Der Finanz- und jeder andere Minister, in dem was sein Departement betrifft, sollen binnen derselben Frist ihren Bericht an Uns abstaten, und von Uns die Verweisung ihres Gesuches um Cassation der Entscheidung an den Staatsrath nachsuchen können, wenn sie glauben, daß selbige wegen Verletzung der Förmlichkeiten oder des Gesetzes statt finden müsse.

Art. 36. Wenn die Ober-Rechnungs-Kammer bei Untersuchung der Rechnungen ein Falsum oder

cussions, il en sera donné avis au Ministre duquel ressortit le comptable, et il en sera référé au Ministre de la justice qui fera poursuivre les auteurs devant les tribunaux ordinaires.

Art. 57. En outre de la vérification pour la ligne de compte mentionnée art. 27, les référendaires dresseront et soumettront aux maîtres des comptes un cahier séparé contenant des observations résultant de la comparaison de la nature des recettes avec les lois, et de la nature des dépenses avec les crédits.

Ces observations, revisées par les maîtres des comptes, seront soumises à l'examen d'un comité composé du président de la chambre des comptes et de quatre commissaires pris dans le sein de la dite chambre, que nous nommerons au mois de janvier de chaque année, sur la proposition de notre Ministre du trésor.

Ce comité discutera ces observations, écartera celles qu'il ne jugera pas fondées, et formera des autres l'objet d'un rapport qui nous sera présenté par le président de la chambre des comptes; avec son compte annuel mentionné art. 5 et 45.

TITRE V.

Dispositions générales.

Art. 38. Notre Ministre des finances installera la chambre des comptes dans le local qui sera désigné.

Art. 39. Les dépenses de la chambre des comptes seront ordonnancées par notre Ministre des finances.

Concussion entdeckt, so soll sie davon den Minister, unter welchen der Rechnungs-Beamte steht, benachrichtigen, und davon an den Justizminister berichten, welcher die Urheber des Verbrechens vor den ordentlichen Gerichten zur Verantwortung ziehen lassen soll.

Art. 37. Außer der im Artikel 27 erwähnten Verifikation, sollen die Referendaires ein abgesondertes Heft solcher Bemerkungen, welche aus der Vergleichung der Beschaffenheit der Einnahmen mit den Gesetzen, und der Beschaffenheit der Ausgaben mit den Credits entspringen, entwerfen, und den Rechnungsräthen überreichen.

Diese Bemerkungen sollen von den Rechnungs-Räthen revidirt, und der Untersuchung eines Ausschusses übergeben werden, welcher aus dem Präsidenten und 4 Commissarien bestehen soll, welche Wir im Januar jedes Jahrs, auf den Vorschlag Unfers Ministers des öffentlichen Schazes, aus den Mitgliedern der Ober-Rechnungs-Kammer ernennen werden.

Dieser Ausschuss soll besagte Bemerkungen erörtern, die ungegründeten beseitigen, und aus den übrigen einen Bericht machen, welcher Uns durch den Präsidenten der Ober-Rechnungs-Kammer zugleich mit seinem jährlichen im Artikel 5. und 45 erwähnten Bericht überreicht werden soll.

Fünfter Titel.

Allgemeine Verordnungen.

Art. 38. Unser Finanzminister soll die Ober-Rechnungs-Kammer in dem Local, welches dazu angewiesen werden wird, installiren.

Art. 39. Die Ausgaben der Ober-Rechnungs-Kammer sollen von Unserm Finanzminister ordnancirt werden.

Le président présentera au Ministre l'état de ces dépenses pour être soumis à notre approbation.

Art. 40. Le président prêterait serment entre nos mains.

Les maîtres des comptes, ainsi que les référendaires, ne pourront être admis à l'exercice de leurs fonctions avant d'avoir prêté serment entre les mains du président de la chambre.

Art. 41. En cas d'absence ou d'empêchement du président, il sera remplacé par le plus ancien des maîtres des comptes.

Art. 42. Le président ne pourra accorder des congés pour plus de huit jours. Les congés pour plus long-tems seront accordés par notre Ministre des finances sur l'avis du président.

Art. 43. Le président dressera, en conformité des dispositions du présent décret, une instruction générale pour le service de la chambre.

Il la présentera au Ministre des finances qui la soumettra à notre approbation.

Art. 44. Si la vérification d'un ou de plusieurs comptes fait découvrir à la chambre un défaut dans le mode de comptabilité, qui réclame une disposition générale pour l'avenir, le président en donnera avis au Ministre compétent, pour y être pourvu s'il y a lieu.

Art. 45. Le président de la chambre nous

Der Präsident soll diesem Minister den Etat dieser Ausgaben überreichen, welcher Unserer Genehmigung unterworfen werden soll.

Art. 40. Der Präsident soll den Eid in Unsere Hände ablegen.

Die Rechnungs-Räthe und Referendaires sollen nicht eher zur Ausübung ihres Amtes zugelassen werden, bis sie den Eid in die Hände des Präsidenten abgelegt haben.

Art. 41. Im Fall der Präsident abwesend, oder verhindert ist, soll der älteste Rechnungs-Rath seine Stelle vertreten.

Art. 42. Der Präsident soll keinen Urlaub auf länger als 8 Tage ertheilen können. Jeder Urlaub auf längere Zeit soll von Unserm Finanzminister auf das Gutachten des Präsidenten ertheilt werden.

Art. 43. Der Präsident soll eine General-Instruction für den Dienst der Ober-Rechnungskammer, nach den Bestimmungen des gegenwärtigen Decretes entwerfen.

Diese soll er dem Finanzminister überreichen, damit sie durch denselben Uns zur Genehmigung vorgelegt werde.

Art. 44. Wofern die Verifikation einer oder mehrerer Rechnungen der Kammer einen Fehler in der Art der Rechnungs-Verwaltung bemerkt, welcher eine allgemeine Bestimmung für die Zukunft erheischt, so soll der Präsident dem kompetenten Minister davon Nachricht geben, damit desfalls, wo nöthig, Vorsehung getroffen werde.

Art. 45. Der Präsident der Ober-Rechnungskammer soll am Ende eines jeden Jahres, Uns

soumettra à la fin de chaque année un tableau général de tous les comptes qui étaient à vérifier, et de ceux qui auront été vérifiés et déchargés pendant cette année.

Il enverra un pareil état au Ministre des finances à la fin de chaque mois.

Art. 46. La commission centrale créée par nos décrets des 7 septembre 1808 et 28 mars 1809, pour l'examen et la vérification des comptes arriérés, continuera à s'occuper exclusivement jusqu'à leur entier apurement de la vérification, de l'examen et de la décharge définitive de tous les comptes antérieurs à l'établissement de la caisse générale du trésor public et des receveurs-généraux de district, ainsi que de tous ceux des diverses branches de l'administration publique jusqu'aux époques où chacune de celles-ci a été régie d'après la nouvelle forme d'administration introduite pour notre Royaume par les décrets émanés de nous à cet effet depuis notre avènement au trône jusqu'à ce jour. Ce n'est qu'à dater de ces époques que commencera le travail de la chambre des comptes créée par le présent décret, relativement à chacune des branches ci-dessus indiquées.

Art. 47. Nos Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

ein allgemeines Tableau aller Rechnungen, welche zu untersuchen waren, und derer, welche während diesem Jahre verificirt und dechargirt worden, vorlegen.

Einen ähnlichen Etat soll er am Ende eines jeden Monats dem Finanzminister einreichen.

Art. 46. Die Central-Commission, welche durch Unser Decret vom 7ten September 1808 und 28sten März 1809, zu Untersuchung und Verification der rückständigen Rechnungen angeordnet worden, soll fortfahren, sich ausschließlich und bis zum ganzlichen Schluß mit der Untersuchung und definitiven Decharge aller Rechnungen zu beschäftigen, welche vor der Bildung der General-Casse des öffentlichen Schatzes, und der General- und Districts-Receveurs geführt worden, so wie aller derer, der verschiedenen Zweige der öffentlichen Verwaltung, bis zu den Zeitpunkten, wo ein jeder derselben, nach der neuen Verwaltungs-Form eingerichtet worden, welche Wir durch Unse, seit dem Antritt Unserer Regierung, bis jetzt erlassene Decrete festgesetzt haben. Erst von diesen Zeitpunkten an, soll die Arbeit der durch gegenwärtiges Decret errichteten Ober-Rechnungs-Kammer, in Hinsicht eines jeden der obgenannten Verwaltungszweige anfangen.

Art. 47. Unsere Minister sind, jeder in so weit es ihn betrifft, mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decretes, welches in das Gesetz-Bulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Donné en Notre Château Royal à Hanovre
le 4 août, an 1810, de Notre règne le qua-
trième.

Signé: JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi:

Le Ministre Secrétaire d'Etat,

signé: COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

(N^o 90.) DÉCRET ROYAL du 4 août 1810, con-
cernant les signatures dont doivent être revê-
tus les certificats de liquidité apposés aux
titres et obligations des créanciers de l'état.

JÉRÔME NAPOLEON, PAR LA GRÂCE DE
DIEU ET LES CONSTITUTIONS, ROI DE WEST-
PHALIE, PRINCE FRANÇAIS, etc.

Vu les articles 11 et 13 de Notre décret
du 17 novembre 1808,

sur le rapport de Notre Ministre des finan-
ces, du commerce et du trésor,

Notre Conseil d'Etat entendu,

Nous avons décrété et décrétons:

Art. 1. A dater de la publication du pré-
sent décret, les certificats mentionnés en l'art.
11 de Notre décret du 17 novembre 1808,
ne porteront plus que la signature des liqui-
dateurs particuliers.

Les conservateurs des hypothèques ne con-
courront plus à leur expédition.

Art. 2. A dater de la même époque, les
coupons des obligations dont la liquidité a

Gegeben in Unserm königlichen Schloße zu Han-
nover den 4ten August 1810, im vierten Jahre Unser
Regierung.

Unterscriben: Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs.

Der Minister Staats-Secretair,

unterscriben Graf von Fürstenstein.

(Nro. 90.) königliches Decret vom 4ten August
1810, die Unterschriften betreffend, womit die,
auf die Schuldschreibungen der Staatsgläubiger
zu setzenden Liquiditäts-Bescheinigungen versehen
werden sollen.

Wir Hieronymus Napoleon, von Gottes
Gnaden und durch die Constitutionen, König von
Westphalen, französischer Prinz etc. etc.

Haben, nach Ansicht der Artikel 11 und 13 Un-
seres Decrets vom 17ten November 1808;
auf den Bericht Unseres Ministers der Finanzen,
des Handels und des Schatzes;
nach Anhörung Unseres Staatsrathes;
verordnet und verordnen:

Art. 1. Vom Tage der Bekanntmachung des
gegenwärtigen Decrets an, sollen die im 11ten Artikel
Unseres Decrets vom 17ten November 1808 erwähn-
ten Bescheinigungen bloß von den Particular-Liqui-
datoren unterzeichnet werden. Die Hypotheken Bewah-
rer sollen bei Ausfertigung derselben nicht mehr zur-
gezogen werden.

Art. 2. Von demselben Zeitpunkte an gerechnet,
sollen die Coupons der Obligationen, deren Liquidität

été reconnue dans la forme prescrite par le même article 11 du décret précité, et par l'article précédent du présent décret, seront revêtus de la signature du directeur-général de la caisse d'amortissement, et de celles du caissier et du premier commis de la direction générale.

Art. 3. Les dispositions des articles 11 et 13 de Notre décret du 17 novembre 1808 sont rapportées, en tant qu'elles sont contraires à celles du présent décret.

Art. 4. Notre Ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera inséré au bulletin des lois.

Donné en Notre Château Royal à Hanovre le 4 août, an 1810, de Notre règne le quatrième.

Signé: JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi.

Le Ministre Secrétaire d'Etat,

signé: COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

(N° 91.) DÉCRET ROYAL du 4 août 1810, concernant les amendes en matière de contravention à la loi sur les patentes.

JEROME NAPOLEON, PAR LA GRÂCE DE DIEU ET LES CONSTITUTIONS, ROI DE WESTPHALIE, PRINCE FRANÇAIS, etc.

Considérant que le défaut d'objets saisis-

tât in der durch denselben 11ten Artikel des vorerwähnten, und durch den 11ten Artikel des gegenwärtigen Decrets vorgeschriebenen Form anerkannt worden, mit den Unterschriften des General-Directors der Amortisations-Casse, des Cassiers, und des ersten Commis der General-Direction versehen werden.

Art. 3. Die Verfügungen des 11ten und 13ten Artikels, Unseres Decrets vom 17ten November 1808 sind, in so weit sie denen, des gegenwärtigen Decrets widersprechen, aufgehoben.

Art. 4. Unser Minister der Finanzen ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decrets, welches in das Gesetz-Bulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Gegeben in Unserm Königl. Schlosse zu Hannover den 4ten August 1810, im vierten Jahre Unserer Regierung.

Unterscriben: Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs:

Der Minister Staats-Secretair,

unterscriben: Graf von Fürstenstein.

(Nro. 91.) Königl. Decret vom 4ten August 1810 die Geldstrafen in Contraventionsfällen gegen das Patentsteuergesetz betreffend.

Wir Hieronymus Napoleon, von Gottes Gnaden und durch die Constitutionen König von Westphalen, französischer Prinz &c. &c.

Haben, in Erwägung, daß der Mangel in Be-

sables rend souvent infructueuse la poursuite des amendes pour contravention à la loi sur les patentes;

Considérant que la loi du 12 février 1810 sur les patentes, ne détermine point la peine à infliger aux personnes qui contreviendraient itérativement aux dispositions de cette loi;

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances, du Commerce et du Trésor,

Notre Conseil d'Etat entendu;

Nous avons décrété et décrétons :

Art. 1. Les amendes pour contravention à la loi sur les patentes, seront, dans le cas où les contraintes seraient infructueuses, converties en une peine de quatre jours de détention pour chaque seize francs, sans que toutefois cette détention puisse excéder deux mois.

Art. 2. Toute personne qui se sera rendue coupable de contravention à la loi sur les patentes, sera punie, en cas de récidive, d'une amende double de celle payée la première fois; pour la troisième fois, cette amende sera du quadruple, et dans ce dernier cas le contrevenant sera, en outre, condamné à une détention de trois mois.

Art. 3. Nos Ministres des finances et de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera inséré au bulletin des lois.

schlag zu nehmender Gegenstände, oft die Eintreibung der wegen Contravention, gegen das Patent-Steuer-Gesetz, erkannten Geldstrafen fruchtlos macht;

in Erwägung, daß das Gesetz vom 12ten Februar 1810, über die Patente, die Strafe nicht bestimmt, welche diejenigen treffen soll, die den Verstüßungen dieses Gesetzes wiederholt zuwider gehandelt haben;

auf den Bericht Unseres Ministers der Finanzen des Handels und des Schatzes;

nach Anhörung Unseres Staatsrathes;

verordnet und verordnen:

Art. 1. Die für Contravenienten des Patent-Steuer-Gesetzes bestimmten Geldstrafen sollen in den Fällen, wo die Execution fruchtlos seyn würde, in eine viertägige Gefängnißstrafe, für jede sechszehn Franken verwandelt werden, jedoch soll diese Gefängnißstrafe nie länger, als zwei Monate dauern.

Art. 2. Jeder, der sich einer Contravention gegen das Patent-Steuer-Gesetz schuldig macht, soll im Wiederholungsfalle, eine doppelt so große Strafe, als das erste Mal entrichten; beim dritten Male soll diese Strafe vervierfacht werden, und in diesem letzten Falle, soll der Contravenient außerdem noch zu einer Gefängnißstrafe von drei Monaten verurtheilt werden.

Art. 3. Unser Minister der Finanzen, und des Justizwesens, sind ein jeder, in so weit es ihn angeht, mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decrets, welches in das Gesetz-Bulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Donné en Notre Château Royal à Hanovre
le 4 août, an 1810, de notre règne le qua-
trième.

Signé: JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi

Le Ministre Secrétaire d'Etat,

signé: COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

(N° 92.) DÉCRET ROYAL du 4 août 1810, qui
ordonne l'inscription gratuite du cautionnement
des percepteurs élémentaires des droits de con-
sommation dans les communes rurales.

JÉRÔME NAPOLEON, PAR LA GRÂCE DE
DIEU ET LES CONSTITUTIONS, ROI DE WEST-
PHALIE, PRINCE FRANÇAIS, etc.

Considérant que le bénéfice alloué aux per-
cepteurs élémentaires des droits de consom-
mation dans les communes rurales est si insigni-
fiant qu'on ne saurait exposer ces comptables
aux frais qu'exige l'inscription de leur caution-
nement sur le registre des hypothèques;

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances,
du Commerce et du Trésor;

Notre conseil d'état entendu,

Nous avons décrété et décrétons :

Art. 1. Les conservateurs des hypothèques
feront, gratuitement, l'inscription des cautionne-

Gegeben in Unserm königlichen Schlosse zu Han-
nover, den 4ten August 1810, im vierten Jahre
Unserer Regierung.

Unterschrieben: Hieronymus Napoleon.

auf Befehl des Königs:

Der Minister Staats-Secretair,

unterschrieben: Graf von Fürstenstein.

(Nr. 92.) Königliches Decret vom 4ten August
1810, welches verordnet, daß die Cautionen der
Elementar-Erheber der Consumtions- Steuern in
den Land-Gemeinden, unentgeltlich in die Hypo-
theken-Register eingetragen werden sollen.

Wir Hieronymus Napoleon, von Gottes
Gnaden und durch die Constitutionen König von
Westphalen, französischer Prinz &c. &c.

haben, in Erwägung, daß die den Elementar-Er-
hebern der Consumtionssteuern in den Land-Gemein-
den bewilligte Vergütung so unbedeutend ist, daß man
diesen Rechnungsführern die Bezahlung der Kosten
nicht zumuthen kann, welche die Eintragung ihrer
Cautionen in die Hypotheken-Register verursacht;
auf den Bericht Unsers Ministers der Finanzen
des Handels und des Schatzes;
nach Anhörung Unsers Staatsraths;
verordnet und verordnen:

Art. 1. Die Hypothekenbewahrer sollen die Ein-
tragung der Cautionen, welche von den Elementar-

mens que les percepteurs élémentaires des droits de consommation dans les communes rurales, ont à fournir au gouvernement, comme garantie de leur gestion.

Art. 2. Notre Ministre des finances, du commerce et du trésor, et Notre Ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Donné en Notre Château Royal à Hanovre, le 4 août, an 1810, de Notre règne le quatrième.

signe: JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi.

Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé: COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

(No 93) DÉCRET ROYAL du 4 août 1810, qui assujettit à la contribution foncière les propriétés territoriales ci-devant exemptes dans les anciennes provinces hanovriennes.

JÉRÔME NAPOLEON, PAR LA GRÂCE DE DIEU ET LES CONSTITUTIONS, ROI DE WESTPHALIE, PRINCE FRANÇAIS etc.

Vu les dispositions de Notre décret du 19 juillet dernier, et l'acte constitutionnel qui supprime les privilèges et exemptions individuelles et des corporations;

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances, du Commerce et du Trésor;

Erhebern der Consumtionssteuern in den Land-Gemeinden in Rücksicht ihres Dienstes dem Gouvernement zu bestellen sind, unentgeltlich verrichten.

Art. 2. Unser Minister der Finanzen, des Handels und des Schatzes und der Justizminister sind ein jeder, in so weit es ihn angeht, mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decrets, welches in das Gesetz-Bulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Gegeben in Unserm Königl. Schlosse zu Hannover den 4ten August 1810, im vierten Jahre Unserer Regierung.

unterscriben: Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs:

Der Minister Staats-Secretair,

unterscriben: Graf von Fürstenstein.

(No. 93.) Königl. Decret vom 4ten August 1810, welches verordnet, daß alles bisher steuerfreie Grundeigenthum in den vormals Hannoverschen Provinzen der Grundsteuer unterworfen seyn soll.

Wir Hieronymus Napoleon, von Gottes Gnaden und durch die Constitutionen König von Westphalen, französischer Prinz &c. &c.

Haben, nach Ansicht der Verfügungen Unseres Decrets vom 19ten Julius dieses Jahres, und der Constitution-Acte, wodurch die Privilegien und Befreiungen der einzelnen Individuen und Corporationen abgeschafft werden;

auf den Bericht Unseres Ministers der Finanzen, des Handels und des Schatzes;

Notre Conseil d'Etat entendu;
Nous avons décrété et décrétons:

Art. 1. A dater du 1^{er} septembre de la présente année, les propriétés territoriales exemptes, de quelque nature qu'elles soient, situées dans les anciennes provinces Hanovriennes nouvellement réunies à Notre Royaume, seront assujetties à la contribution foncière, et la payeront sur le même taux que les propriétés contribuables.

Art. 2. Ces dispositions ne s'appliquent point à l'ancienne principauté de Calenberg.

Art. 3. Seront compris sous la dénomination de propriétés territoriales, et, comme telles, soumis à la contribution foncière:

- 1^o Les terres labourables;
- 2^o Les vergers et potagers;
- 3^o Les prairies naturelles et artificielles;
- 4^o Les enclos;
- 5^o Les bois et forêts;
- 6^o Les étangs;
- 7^o Les tourbières;
- 8^o Les salines;
- 9^o Les moulins;
- 10^o Les bâtimens et édifices;

Art. 4. En vertu des présentes dispositions, Notre directeur-général des contributions directes commencera incessamment les travaux y relatifs, et les établira sur les mêmes bases que ceux des propriétés jusqu'ici contribuables, situées dans les mêmes provinces.

Ces travaux seront terminés le 1^{er} décembre 1810, et soumis à l'approbation de Notre Ministre des finances.

Art. 5. Les travaux terminés, le montant de la contribution foncière à payer par les proprié-

nach Anhörung Unseres Staatsrathes;
verordnet und verordnen:

Art. 1. Vom 1sten September des gegenwärtigen Jahres an, soll alles bisher steuerfreie Grundeigenthum jeder Art, welches in den vormals händverschen, neuerdings mit Unserm Königreiche vereinigten Provinzen belegen ist, der Grundsteuer unterworfen seyn, und selbige nach eben den Grundsätzen, wie die sogenannten contribuabeln Grundstücke bezahlen.

Art. 2. Diese Verfügungen sollen auf die ehemalige Provinz Calenberg nicht angewendet werden.

Art. 3. Unter Grund-Eigenthum soll verstanden und als solches der Grundsteuer unterworfen seyn:

- 1) das Ackerland,
- 2) die Obst- und Gemüsegärten;
- 3) die natürlichen und künstlichen Wiesen;
- 4) die eingehägten Ländereien;
- 5) die Hölzer und Waldungen;
- 6) die Teiche;
- 7) die Torfmoore;
- 8) die Salinen;
- 9) die Mühlen;
- 10) die Häuser und Gebäude.

Art. 4. In Gemäßheit der gegenwärtigen Verfügungen soll Unser General-Director der directen Steuern die in dieser Hinsicht erforderlichen Arbeiten sogleich anfangen und dabei nach denselben Grundsätzen verfahren, welche in Ansehung des in diesen Provinzen belegenen, bisher steuerbaren, Grundeigenthums statt finden.

Diese Arbeiten sollen am ersten December 1810 beendigt seyn, und Unserm Minister der Finanzen zur Genehmigung vorgelegt werden.

Art. 5. Nach Vollendung dieser Arbeiten soll der Betrag der von dem ehemals steuerfreien Grund-

tés ci-devant exemptes, sera porté et compris aux rôles des communes dans les quelles ces propriétés sont situées.

Art. 6. Notre Ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré dans le bulletin des lois.

Donné en Notre Château Royal à Hanovre le 4 août, an 1810, de Notre règne le quatrième.

Signé : JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi.

Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé : COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

certifié conforme :

Le Ministre de la Justice,

SIMÉON.

Eigenthume zu bezahlenden Grundsteuer in die Steuerrollen der Gemeinden aufgenommen werden, in welchen dieses Grund-Eigenthum belegen ist.

Art. 6. Unser Minister der Finanzen ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decrets beauftragt, welches in das Gesetz-Bulletin eingerückt werden soll.

Gegeben in Unserm Königl. Schlosse zu Hannover den 4ten August 1810, im vierten Jahre Unserer Regierung.

unterscriben : Hieronymus Napoleon.

Der Minister Staats-Secretair,

Unterscriben. Graf von Fürstenstein.

Als gleichlautend bescheiniget :

Der Minister des Justizwesens
Simeon.